

## Comité riposte : peut mieux faire

samedi 22 septembre 2007, par [LECLERC Anne](#) (Date de rédaction antérieure : 20 septembre 2007).

**Mardi 18 septembre, le PS, le PCF, la LCR, le MRC, les Verts, les Alternatifs, Convergence citoyenne et régions solidaires se sont retrouvés pour envisager une riposte commune à la politique menée par le gouvernement et réaffirmée par Nicolas Sarkozy le jour même.**

Alors que, lors du débat à la Fête de l'Humanité [1], Marie-George Buffet, Olivier Besancenot, Cécile Duflot et François Hollande avaient défendu la nécessité d'une riposte unitaire à la politique de Sarkozy, la LCR apprenait, dès le lendemain, que les partis comptaient envoyer des personnalités de second plan à la réunion du comité Riposte. Pour la LCR, il était pourtant évident que son porte-parole, Olivier Besancenot, y participerait. Un signal fort de réaction à la politique antisociale du gouvernement et un appel à des mobilisations unitaires nécessitaient un engagement des principaux porte-parole de l'ensemble des organisations. De fait, une fois annoncée la participation d'Olivier Besancenot, la LCR apprenait la présence de Marie-George Buffet...

Pour le PS, la délégation était menée par Benoît Hamon. Olivier Besancenot a fait deux propositions précises : la constitution, partout, de collectifs de mobilisation à l'initiative de nos organisations locales respectives ; l'organisation d'une initiative nationale de mobilisation, dès le mois d'octobre.

Rapidement, il était clair qu'un appel précis à une initiative de mobilisation ne serait pas possible. Bien évidemment, le point d'achoppement avec le PS a été la question des retraites et des régimes spéciaux. Pour esquiver la nécessité d'une mobilisation d'ampleur, les socialistes ont mis l'accent sur la question du pouvoir d'achat... Déjà, à l'université d'été de La Rochelle, le premier secrétaire du PS, François Hollande, avait affirmé qu'un cadre de riposte unitaire devait se faire, mais sans Olivier Besancenot et la LCR ! Mais le PS ne pouvait pas se permettre de porter publiquement la responsabilité d'être un obstacle à une réaction de l'ensemble de la gauche. Le PCF n'a pas vraiment défendu la proposition d'une initiative nationale de mobilisation courant octobre. Il est vrai qu'il a déjà fixé, le 27 octobre, une initiative centrale de son parti. Les Verts ont déclaré, dans un premier temps, n'être présents qu'à titre d'observateurs puis, finalement, se sont associés à la déclaration finale.

Une déclaration a minima a donc conclu cette réunion. S'il est indiqué que « *l'ensemble de ces mesures [celles annoncées par Sarkozy, NDLR], sans oublier le texte sur l'immigration présenté ce jour à l'Assemblée nationale, est d'une extrême gravité et appelle toutes les forces de gauche à contribuer aux mobilisations nécessaires* », et que la déclaration se termine sur le 29 septembre contre les franchises médicales, aucune initiative précise n'a été fixée. Une nouvelle réunion devait avoir lieu vendredi 21 septembre. La LCR y rappellera l'importance d'organiser une riposte unitaire à la hauteur des enjeux. Dès maintenant, il faut proposer partout la création de collectifs unitaires de résistance et de mobilisation contre les projets annoncés par Sarkozy.

---

**P.-S.**

\* Paru dans Rouge n° 2219 du 20 septembre 2007.

---

## Notes

[1] Lire Alain Krivine : [Fête de « L'Humanité » : débats multiples](#)